

*Adolf Hitler, Führer du Troisième Reich.
d'après Jean-Jacques Stormay, résumé par Marie Pererou.*

-	Table des matières	-
-	Une critique bienveillante.	2
-	Le racisme d'Adolf Hitler	2
-	Hitler croyait en la révolution « raciste »	2
-	Dans le domaine des idées, il n'y a jamais de révolution.	3
-	Hitler a eu le tort d'absolutiser sa trouvaille.	3
-	Hitler fut la dernière chance de l'Europe.	4
-	Les vrais responsables de la décadence.	4
-	Hitler, un mégalomane ? Non, un chef lucide.	5
-	Les sources du racisme hitlérien.	5
-	Le républicanisme d'A.Hitler	5
-	Hitler ne fut pas un fils lointain de 1789.	6
-	Hitler n'était ni un déterministe, ni un matérialiste.	7
-	Hitler croyait en l'existence d'un ordre naturel.....	7
-	...voulu par un Créateur	7
-	Les raisons profondes du refus du métissage.	8
-	Hitler proche de l'aristotélisme.	8
-	National-socialisme et fascisme.	8
-	Pour Hitler, c'est la race qui fait la nation.	8
-	Hitler n'a jamais enseigné que l'esprit serait une émanation du corps.	9
-	Ce qu'une philosophie spiritualiste rejette du racisme national-socialiste.	10
-	Hitler fut élitiste et antidémocrate.	10
-	Les raisons de l'anticommunisme de Hitler	11
-	Hitler et le clan Rosenberg.	11
-	Sur la stérilisation, l'euthanasie et l'avortement sous Hitler	12
-	Un texte de Robert Faurisson.	12
-	Le jugement de l'Américain Austin App.	13
-	L'écart entre ce que la propagande prétend et ce qu'il en fut réellement	13
-	Hitler et le christianisme.	14
-	Ces chrétiens qui soutinrent Hitler	14
-	La responsabilité de l'Église.	15
-	Hitler et le Droit	15
-	Hitler proche de la conception aristotélicienne et thomiste.	15
-	Hitler a logiquement rejeté les « droits de l'homme »	16
-	Une formule erronée du ministre Frick.	16
-	Légitimité de la théorie de « l'espace vital »	17
-	Point de vue philosophique.	17
-	L'abandon de la théorie de l'espace vital tue	

l'humanité.	17
-Les erreurs d'Hitler et de ses collaborateurs n'affectent pas la légitimité de la théorie de l'espace vital	18
- National-socialisme et économie.	18
- Conclusion.	19

Une critique bienveillante.

Il est très difficile aujourd'hui de parler d'Adolf Hitler.

Aux yeux du monde moderne, il est devenu l'incarnation du mal absolu. On a forgé les mensonges les plus éhontés sur le phénomène hitlérien. On a fait supprimer ou rendu impossible l'accès aux sources historiques susceptibles de l'éclairer. L'ignorance est telle que des nostalgiques décadents d'un national-socialisme de sex-shop revendiquent les actes et les thèses que la propagande des vainqueurs a faussement attribués au Führer et à son mouvement.

Enfin, on a instauré des lois aussi iniques que coercitives pour conjurer toute possibilité d'analyse honnête de l'œuvre historique d'Adolf Hitler et de sa doctrine.



Mais nous n'aimons pas le monde moderne, auquel nous n'appartenons que par accident. **Nous n'aimons pas le monde moderne**, non parce qu'il est moderne, non du tout par nostalgie stérile, mais **parce que sa modernité est factice**. En se focalisant sur une conception scientiste du monde, l'homme a détruit toutes les barrières morales traditionnelles.

D'où le fait que, malgré tous les acquis dus à la technique, l'homme est en train de revenir à un stade antérieur à la civilisation.

C'est pourquoi nous parlerons de la doctrine hitlérienne avec la bienveillance critique qu'appellent méthodologiquement toutes les analyses se voulant objectives. Car il n'est qu'une manière logique de réfuter une idée, c'est de l'épouser sincèrement afin de tester sa cohérence interne. Et si elle est effectivement entachée de tous les travers qu'on lui suppose, alors elle fera elle-même l'aveu de sa propre inconsistance.

Nous n'avons donc nullement l'intention de condamner à tout prix la doctrine d'Adolf Hitler. Si elle doit être condamnée, elle le sera par elle-même. Et nous verrons qu'elle ne se condamne qu'en partie.

Le racisme d'Adolf Hitler.

Hitler croyait en la révolution « raciste ».

Entrons tout de suite dans le vif du sujet.

Ce que l'on reproche aujourd'hui le plus à Hitler, c'est son racisme (dont l'antisémitisme aurait été le rejeton le plus criminel).

Il est indéniable que le racisme a été un pilier de l'idéologie hitlérienne. Dans son discours du 30 janvier 1937, le Führer lança :

"Je le proclame ici devant l'avenir :

de même que la connaissance de la rotation de la terre autour du soleil a valu une révolution dans notre conception de l'Univers, de même la doctrine du sang et de la race soutenue par le mouvement national-socialiste provoquera une transvaluation de notre conception de l'Histoire du passé de l'humanité ainsi que des anticipations de son avenir" [1].

Dans le domaine des idées, il n'y a jamais de révolution.

La culture anarchique, quoique réelle, d'Adolf Hitler, lui fit ignorer ce que nous apprend l'épistémologue Pierre Duhem. A savoir que la véritable science expérimentale ne peut que confirmer les intuitions métaphysiques vraies de la philosophie.

Par conséquent, il n'est jamais de révolution radicale

ou de nouveauté absolue dans la conception de l'univers,

pas plus dans l'ordre biologique que dans l'ordre astronomique.

C'est vrai pour la rotation de la terre.

Dans son Commentaire des Sentences de Pierre Lombard (lib. II, dist. 14, q. 5),

François de Meyronnes rappelle qu'au XIII^e siècle, un certain Docteur

(qu'il ne nomme pas) affirmait que si la Terre était en mouvement et le ciel en repos,

cette disposition serait meilleure (comprenez :serait plus conforme,

paradoxalement, à l'esprit de l'Écriture). Preuves que les thèses de Copernic et de Galilée

n'étaient pas nouvelles.

Une révolution dans notre conception de l'univers n'est ainsi jamais

que la redécouverte, par le moyen d'une révolution de nos préjugés,

d'une vérité oubliée ou restée ignorée du plus grand nombre.

Et il en est de même pour cette redécouverte hitlérienne de l'importance

du patrimoine biologique dans la constitution et la préservation

d'une culture donnée.

Le Führer ne faisait que redécouvrir une vérité connue des Anciens,

mais que les principes de 1789 avaient définitivement éclipsée.

Hitler a eu le tort d'absolutiser sa trouvaille.

La déclaration naïve d'Hitler, pleine de cet optimisme scientifique dont il ne sut

pas se préserver, révèle, en vertu même de cet optimisme, sinon que le Führer

fut un homme immensément bon (comme l'écrivit Alphonse de Châteaubriant

dans La Gerbe des Forces), à tout le moins qu'il fut un brave homme, certes passablement exalté. Petit bourgeois, Hitler était excédé par la décadence de son peuple, une décadence dont il avait entrevu, à juste titre (et l'histoire lui a donné raison), qu'elle provoquerait l'anéantissement non seulement de la race blanche et de la civilisation européenne tout entière, mais aussi du christianisme qui la requiert pour assurer sa mise en forme dogmatique et sa diffusion universelle. Hitler, qui avait redécouvert l'importance du patrimoine biologique, voulait lutter contre tout cela.

Seulement, quand on ignore qu'on ne fait que redécouvrir, on a tendance à durcir, à absolutiser sa trouvaille, et tel est bien le défaut de la doctrine raciste d'Adolf Hitler:

- il l'a rendue intenable et caricaturale, pour l'avoir systématisée au point de risquer de la réduire, objectivement, à un déterminisme biologique de type matérialiste.

Car il est bon de préciser :

-si le réductionnisme raciste est erroné, c'est non parce qu'il confère aux races un statut de cause dans la fondation de civilisations, mais parce qu'il hypertrophie cette causalité au détriment d'autres déterminations en soi plus importantes. Contrairement à ce que l'on affirme aujourd'hui, ce réductionnisme ne fut pas l'effet d'une perversité intrinsèque du Führer (la haine pour les « autres ») ; il fut le résultat de préjugés scientifiques partagés par une grande partie de l'intelligentsia de son temps. Hitler, quoique lecteur assidu de Schopenhauer, n'était pas métaphysicien. Il crut, avec son « œuf de Christophe Colomb » (la solution raciste), dégager le principe d'explication des décadences culturelles. Et, en toute logique, il crut y trouver aussi le principe de réfection de ces mêmes cultures. Puisque le métissage détruisait la civilisation, la

préservation de la race devait permettre sa reconstruction...

Hitler fut la dernière chance de l'Europe.

Il reste qu'il fut animé par un grand amour, mal éclairé, de son peuple et de la civilisation indo-européenne. Et nous lui savons gré de cet amour.

Si Hitler avait gagné la guerre, il en fût résulté, pour les valeurs de la civilisation occidentale, pour les peuples européens, mais aussi pour tous les peuples dits aujourd'hui du Tiers-monde, pour la gloire de la Sainte Eglise catholique, un mal de beaucoup moindre que celui qu'ils subissent aujourd'hui et dont, à vue d'homme, ils ne se dégageront pas.

Les anathèmes de Pie XII partisan de la démocratie chrétienne,

- ceux des monarchistes maurrassiens stupidement et pathologiquement germanophobes,

- ceux des légitimistes adeptes de la théocratie,

- tous ces anathèmes n'y changeront rien :

Hitler fut la dernière chance de l'Europe, face aux ennemis de ses peuples, les ennemis juifs, marxistes, capitalistes, mondialistes, francs-maçons et œcuménistes. Il fut la dernière occasion, qui nous eût épargné le cataclysme désormais nécessaire pour sortir du marasme, c'est-à-dire, pour l'Europe, de se débarrasser des fléaux issus de la Révolution française.

Les vrais responsables de la décadence.

Que les admirateurs bien-pensants et antihitlériens de la modernité ne viennent donc pas se plaindre aujourd'hui. Comme Napoléon en son temps, et sans vouloir procéder à une comparaison qui serait surfaite, Hitler a ramassé la couronne du pouvoir dans le ruisseau. Il en a fait ce qu'il a pu en faire, compte tenu de ses qualités propres,

qui n'étaient pas immunes de déficiences graves, et des conditions qui lui étaient imposées par son temps.

Les premiers responsables des erreurs hitlériennes, et plus généralement des travers du fascisme, ce sont les élites démissionnaires incapables d'avoir procédé aux réformes qu'appelait le monde vermoulu des trônes ; ce sont les nationalismes étriqués qui n'avaient pas pris la mesure de la décadence dont ils se voulaient le remède bavard, ce sont les gens d'Eglise confondant la majesté du Corps mystique du Christ avec leur volonté de puissance ecclésiastique.

S'ils avaient agi à temps, l'Europe n'aurait connu ni la Révolution telle qu'elle s'est déroulée en 1789 (une révolution était nécessaire, mais non celle des droits de l'homme), ni, donc, les crises tragiques du XXème siècle, issues du matérialisme athée, du subjectivisme, de la techno-science envahissante, de l'économie reine, de la colonisation républicaine etc., qui avaient semé le désordre un peu partout dans le monde.

Hitler, un mégalomane ? Non, un chef lucide.

A ce propos, nous dira-t-on que le national-socialisme a sombré dans la démesure avec un Hitler qui voulait instaurer un « ordre nouveau » dans toute l'Europe ? C'est qu'il n'était pas question de tenter de remettre de l'ordre dans la seule Allemagne ni même dans les seules nations européennes ; le mal dans le monde entier était trop avancé. Quels que soient ses défauts, c'est à Hitler et à lui seul que reviennent le mérite et la lucidité d'avoir compris que le salut des nations européennes passerait par une domination de l'Europe entière sur le monde, et que cette hégémonie appelée par l'ordre même des choses exigeait la réalisation préalable de l'unité de l'Europe.

Les sources du racisme hitlérien.

La doctrine raciste d'Hitler est issue de celle de Houston Stewart Chamberlain, écrivain anglais très influencé par un professeur allemand de Cheltenham, Otto Kuntze, lui-même gagné aux idées du Français Gobineau. Celui-ci affirme que la décadence des civilisations n'est imputable ni à des phénomènes climatiques, ni directement aux effets de l'immoralité, ni à la programmation providentielle d'une volonté divine (ainsi que le pensa Bossuet), mais au mélange du sang des « Aryans », population mythifiée d'Asie centrale, avec les sangs de races supposées inférieures. Le rôle civilisateur de la race germanique ou aryenne se manifeste selon lui dans le caractère dominateur des peuples d'Europe, de l'antiquité grecque jusqu'aux grands esprits tels Dante, Shakespeare ou Descartes. Il tient le Juif pour le corrupteur par excellence.

Le républicanisme d'A. Hitler.

Dans sa jeunesse, et grâce à la position d'observateur des luttes nationales que lui conférait son statut de germano-autrichien, Hitler sut voir combien le monde germanique pouvait être menacé en Europe de l'Est et du Sud-Est. Hitler s'opposera à la monarchie en tant qu'elle introduit du sang étranger, par sa logique dynastique et non nationale, dans la communauté nationale de destin. « Si l'on est monarchiste, déclarait Mussolini, il faut avoir le courage de l'être complètement. Pourquoi, nous, sommes-nous républicains ?

En un certain sens, parce que nous voyons un monarque pas suffisamment monarque » [2].

Adolf Hitler ne fut républicain qu'en ce sens.

Hitler ne fut pas un fils lointain de 1789.

Jacques Ploncard d'Assac fait de Hitler un produit du nationalitarisme du XIXème siècle :

« C'est ce en quoi il diffère essentiellement de Mussolini pour qui l'Etat vient

en premier lieu comme élément créateur de l'Empire au sens romain du mot, alors que pour Hitler, c'est la communauté de race qui forme l'Etat et l'Etat ne peut pas la dépasser » (pp. 203-204 de ses *Doctrines du nationalisme*). La chose nous paraît contestable. Nous nous sommes expliqué sur la question dans notre article précédent (« L'Eglise et le nationalisme » [non résumé ici]), dont nous conseillons la lecture en tant qu'il contient sur le phénomène hitlérien des informations utiles dont le rappel ici eût alourdi l'exposé. Afin de confirmer notre hostilité à toute tentative de rejeter l'hitlérisme dans les ténèbres extérieures du modernisme (sport favori des monarchistes de toutes espèces, et des catholiques confondant soumission à l'Eglise et cléricalisme), nous nous permettrons d'en appeler à l'autorité d'un grand historien contemporain ; dans un entretien très intéressant avec Dominique Vener, Ernst Nolte tient les propos suivants :

"[...] on ne doit pas opposer un Maurras contre-révolutionnaire à un Hitler révolutionnaire.

Ils appartenaient tous les deux au grand courant contre-révolutionnaire né en opposition à la Révolution française.

Mais ils s'étaient approprié tant de traits révolutionnaires qu'ils paraissaient souvent plus semblables à leurs ennemis qu'à leurs amis conservateurs, Maurras d'une manière voilée, Hitler, de façon plus évidente [...]. Les articles de Hitler, dans les années 1920, prouvent que sa hantise et sa haine du bolchevisme étaient devenues sa principale motivation.

La forte présence de militants juifs parmi les promoteurs de la Révolution de 1917 et dans l'appareil international du Komintern était une thèse largement répandue à l'époque, par exemple par Churchill. Cette idée des Juifs inventeurs d'une révolution d'anéantissement qui menaçait tout le monde occidental, c'était le noyau de l'idéologie de Hitler [...]. Hitler estimait que le communisme et le

marxisme influençaient 40 % de la population allemande. Désigner le communisme comme l'ennemi, l'aurait contraint à combattre presque la moitié de ses compatriotes.

Alors que désigner les Juifs comme l'ennemi permettait d'ébranler et d'attirer les communistes eux-mêmes, tout en donnant à l'ennemi un visage concret, beaucoup plus efficace que celui d'un ennemi abstrait" [...][3].

Hitler n'était ni un déterministe, ni un matérialiste.

Hitler croyait en l'existence d'un ordre naturel...

Les idées philosophiques et politiques d'Adolf Hitler tiennent pour l'essentiel dans son ouvrage *Mein Kampf*. L'idée la plus déterminante est le racisme. La nature est soumise à la loi fondamentale de la séparation des espèces, qui veut qu'un animal s'accouple avec un être de même espèce que lui. Toute dérogation à ce principe est sanctionnée par le fait que les espèces abâtardies sont privées de la faculté de se reproduire, soit directement, soit par leur incapacité à résister à la sélection naturelle.

Pour Hitler, il existe donc une volonté de la nature, volonté qui tend à élever le niveau des êtres, et cet objectif de la nature s'accomplit par la sélection. « Le rôle du plus fort est de dominer, et non point de se fondre avec le plus faible (...) le combat est toujours le moyen de développer la santé et la force de résistance de l'espèce et, par suite, la condition préalable de ses progrès ». Sans lutte pour la vie, source de sélection permanente, les moins bons se mettraient à l'emporter en nombre sur les meilleurs qui, de ce fait, seraient bientôt marginalisés au détriment de l'ensemble.

Tout métissage des Aryens (on parlerait aujourd'hui des Indo-européens), ensemble de peuples dominateurs et source de civilisation, a toujours engendré et toujours engendrera la ruine du peuple

civilisateur.

Il y a donc une finalité dans la nature ; les espèces ne sont pas le produit du hasard et de la nécessité. Les caractères physiques découlent de caractères intellectuels et moraux. Par conséquent, les valeurs spirituelles s'anticipent dans les races parce qu'elles y trouvent leurs conditions matérielles d'existence et elles font se sélectionner ces races en vue de leur propre manifestation.

Ainsi peut-on parler, chez Hitler d'idéalisme, au sens où, pour lui, ce n'est pas la matière qui est à l'origine de l'esprit, c'est l'esprit qui est cause de la matière (puisqu'il en a besoin pour se manifester) et qui dirige les comportements de cette matière.

...voulu par un Créateur.

Ainsi pense-t-il qu'un projet général préexiste dans un entendement créateur, car on ne voit pas comment un processus de sélection naturelle constant et universel aurait pu naître du hasard. Dès lors, toute violation des lois de la nature « n'est autre chose que pécher contre la volonté de l'Eternel, notre Créateur ». Et qu'il soit doté de liberté et de raison n'empêche pas l'homme d'être un animal, assujetti aux lois de la nature expressives de la volonté de la Providence créatrice. « Le péché contre le sang et la race est le péché originel de ce monde et marque la fin d'une humanité qui s'y adonne » (p. 247). Une régénération progressive est possible qui, en rétablissant les lois de la nature qu'une culture égalitaire et contre nature a violées, laisse les plus forts reprendre la place (celle des maîtres) que la nature leur avait assignée.

Les raisons profondes du refus du métissage.

Notons que pour Hitler les meilleurs ne sont pas tels parce qu'ils sont les plus forts, ils sont au contraire les plus forts parce qu'ils sont les meilleurs. La force dont ils sont en droit dotés (et qu'ils ne perdent que s'ils la refusent librement)

est induite par l'excellence des valeurs dont ils sont les instruments d'éclosion et de diffusion. Par conséquent, la civilisation dépend des hommes qui la font et non le contraire. Par suite, « pour conserver une civilisation déterminée, il faut conserver l'homme qui l'a créée ». Supposé que des peuples immigrés se substituent progressivement, comme c'est le cas aujourd'hui en France et en Allemagne, aux populations indo-européennes qui ont fait la France et l'Allemagne, alors, quand bien même ces peuples auraient parfaitement assimilé la culture et la religion des autochtones, tôt ou tard cette culture tendrait à dégénérer : le métissage des corps induit celui des esprits.

Hitler proche de l'aristotélisme.

Telle était la conception raciste de l'homme défendue par Hitler, une position dans laquelle il n'y a de fait ni déterminisme ni matérialisme.

Il y a bien plutôt aristotélisme, dans cette réhabilitation de la doctrine de l'individuation de l'âme par la matière. Aristote faisait déjà observer que la nature sanctionne par la stérilité les membres d'une espèce infidèles aux lois de pérennité de l'espèce : le mulot est stérile (chapitres 8 et 9 du livre Z de sa Métaphysique). Et le processus de sélection se poursuit au niveau individuel à l'intérieur de chaque race. La nature est profondément inégalitaire :

« Une doctrine qui, écartant l'idée démocratique de la masse, tend à donner cette terre au meilleur peuple, c'est-à-dire aux individus supérieurs, doit logiquement se conformer au même principe aristocratique à l'intérieur de ce peuple et conserver aux meilleures têtes le commandement, et l'influence. Au lieu d'édifier sur l'idée de majorité, cette doctrine se fonde ainsi sur la personnalité ».

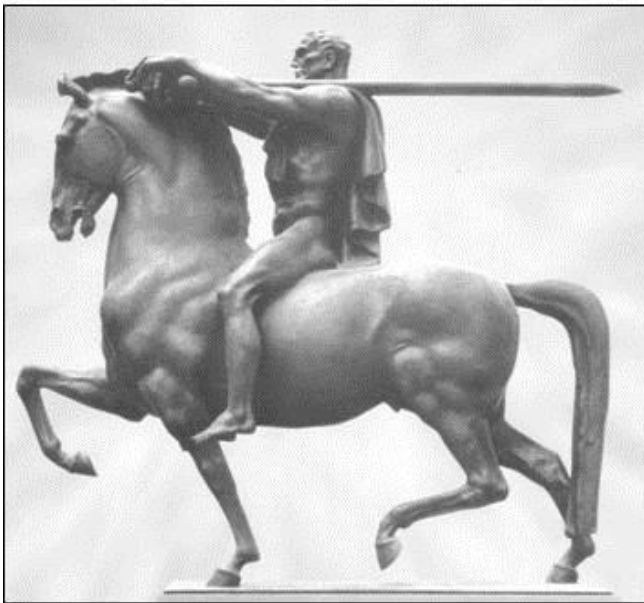
National-socialisme et fascisme.

Pour Hitler, c'est la race qui fait la nation.

Non content d'établir une distinction et une

hiérarchie entre les races, Hitler va jusqu'à déclarer que toute civilisation humaine est le produit du génie aryen, et que l'Aryen est le type primitif de ce qu'il faut entendre sous le nom d'homme. Cette position revient à faire du non-Aryen un intermédiaire, quant au corps sinon quant à l'âme, entre l'homme et la bête.

L'Aryen fondateur de la civilisation (Joseph Thorak)



Jacques Ploncard d'Assac ajoute en commentaire :

« La nature n'est pas impartiale, elle a sa race élue : la race aryenne » (Doctrines..., p. 217). Politiquement, Hitler considère qu'un même sang appartient au même empire, et que cet empire constitué a le droit de conquérir les terres dont il a besoin pour sa survie. Le vieil empire d'Autriche souffrait de n'avoir pas de base nationale. Le mouvement pangermaniste avait selon Hitler raison de développer un antisémitisme de type racial, et de promouvoir le principe nationaliste d'une régénération allemande, mais son tort fut de négliger la question sociale et la question raciale (les pangermanistes voulaient germaniser les Slaves d'Autriche) et de s'attaquer à l'Eglise catholique (von Schœenerer, chef des pangermanistes, voyait dans le catholicisme un sous-produit du judaïsme et lui reprochait d'avoir « empoisonné l'esprit allemand »).

Le mouvement social-chrétien de Karl Lueger, bourgmestre catholique de Vienne admiré par Edouard Drumont, eut les défauts et les qualités inverses de ceux du pangermanisme. Mais c'est à Karl Lueger que Hitler doit le plus. Le nationalisme d'Adolf Hitler est racial, il met de côté les fidélités dynastiques, les Etats historiques et les considérations religieuses.

C'est la race qui fait la nation, c'est la nation qui fait l'Etat. Il n'est pas utile d'insister sur les différences qui séparent le national-socialisme et le fascisme.

Hitler n'a jamais enseigné que l'esprit serait une émanation du corps.

Il n'est pas non plus opportun de les opposer de manière trop radicale. Le national-socialisme reconnaît que « les hommes sont le produit de leur éducation » (discours du 10 décembre 1940). Le déterminisme racial ne concerne donc que les potentialités d'un peuple, l'aptitude de ce dernier à engendrer, à adopter et à transmettre une certaine culture. Lorsque F. Jacob déclare :

« L'hérédité ne détermine pas la culture, contrairement à ce qu'ont prétendu les racistes. L'hérédité détermine la capacité à adopter une culture »[4],

il ne sait pas que son propos est beaucoup moins éloigné qu'il ne le croit des vraies positions d'Adolf Hitler.

Et Jacques Ploncard d'Assac est semble-t-il excessif quand il parle de matérialisme biologique et de loi d'airain de la race comme les marxistes parlent de loi d'airain du capitalisme. Car jamais Hitler n'a enseigné que l'esprit serait une émanation du corps, ou que l'esprit n'existerait pas, ou que le système des besoins biologiques et les contradictions de l'économie seraient l'infrastructure de l'art, de la religion et de la philosophie. Il n'a même pas enseigné

que le patrimoine biologique serait cause principale de la culture. Il a seulement dit que les dispositions corporelles sont autant de conditions matérielles pour assurer l'éclosion des facultés spirituelles fécondes elles-mêmes induites par la causalité de l'âme.

Il n'y a là rien d'irrecevable pour un philosophe thomiste, qui sait distinguer entre cause diapositive et cause principale.

Ce qu'une philosophie spiritualiste rejette du racisme national-socialiste.

En revanche, ce qu'une philosophie spiritualiste, qui plus est catholique, ne saurait accepter dans cet aspect du national-socialisme, c'est :

a) la réduction du péché originel au péché contre la race ;

b) la négation du bien commun universel des nations au profit du seul bien particulier de la race supérieure ;

c) toutes ces pratiques eugénistes : euthanasie, stérilisation des tarés, l'avortement.

Il resterait aux historiens à s'enquérir de manière sereine des preuves indubitables concernant l'euthanasie, la stérilisation des tarés et l'avortement. Car pour ce qui concerne le bien commun de chaque nation et le bien commun de l'ensemble des nations, Hitler, anticolonialiste, n'entendait pas promouvoir un égoïsme national visant à transformer les peuples non allemands en esclaves : que les meilleurs commandent est dans l'intérêt de tous, car « ce n'est certes ni la domination des imbéciles et des incapables, ni, en aucun cas, le culte de la masse qui servira cet intérêt de tous ; il faudra nécessairement que des individus supérieurement doués prennent les choses en mains ».

Hitler fut élitiste et antidémocrate.

Hitler comme Mussolini fut élitiste et antidémocrate.

Sa formule malheureuse :

« vraie démocratie allemande », signifiait que l'idée selon laquelle le chef est la conscience de soi de la volonté objective de la multitude, c'est-à-dire de son destin qui lui est prescrit non par l'ensemble des subjectivités mais par la nature humaine (qui trouve son origine en Dieu). Comme lui, il fut totalitaire, c'est-à-dire organiciste et corporatiste, spiritualiste à sa manière, antilibéral et profondément anticommuniste.

Comme lui, il tenta de fonder, par une révolution conservatrice, une aristocratie populaire et guerrière, finalisée par le bien commun et plus généralement par l'avènement d'un ordre des choses dont la volonté humaine n'est pas créatrice.

En ce qui concerne la rigidité de son racisme et sa prétendue hostilité de principe à l'égard de l'Eglise, qu'on veuille bien se reporter aux informations que nous communiquons dans notre article précédent

(En relisant les « doctrines du nationalisme » (VI) de Jacques Ploncard d'Assac [non résumé ici]). Hitler fut antidémocrate :

« Ce n'est pas la masse qui crée, ni la majorité qui s'organise ou réfléchit, mais toujours et partout, l'individu isolé ». « Toute l'organisation de l'Etat doit découler du principe de la personnalité, depuis la plus petite cellule que constitue la commune jusqu'au gouvernement suprême de l'ensemble du pays. Il n'y a pas de décisions de la majorité, mais seulement des chefs responsables, et le mot 'conseil' doit reprendre sa signification primitive.

Chaque chef peut bien avoir à son côté des conseillers, mais la décision est le fait d'un seul ».

Les raisons de l'anticommuniste de Hitler.

Hitler fut anticommuniste, non parce que le communisme constituait une sorte de révolution rivale de la sienne, comme si le

national-socialisme et le marxisme étaient des contraires appartenant au même genre (interprétation fallacieuse soutenue aujourd'hui par les mirliflores la Nouvelle Droite), mais parce que Hitler était spiritualiste et réactionnaire autant qu'il était révolutionnaire :

« La révolution bolchevique imprime son caractère non seulement d'une façon extérieure à l'un des plus grands pays de la terre, mais elle met en opposition intime, absolue, avec les conceptions philosophiques et religieuses des nations qui l'entourent, à l'humanité, à la politique et à l'économie qui s'écroulent et qui ensevelissent sous leurs débris ceux qui les incarnaient, partis, organisations et Etats, non, c'est un monde d'idées métaphysiques qui tombe en ruines, c'est un Dieu que l'on détrône, des religions et des églises qu'on extermine, un au-delà qui se vide, pendant que ce monde, voué à d'innombrables tourments, est proclamé comme la seule réalité existante » (discours du 7 mars 1936).

On pourrait multiplier les citations : la révolution nationale-socialiste était conservatrice, il n'était nullement question de créer un « Surhomme », de se faire le tenant nietzschéen d'une « création des valeurs », ou d'extirper de l'âme des masses toute idée de transcendance au nom d'une détestation des « arrière-mondes ».

Hitler et le clan Rosenberg?

Certes, Hitler eut l'imprudence de laisser proliférer au sein du Parti les lamentables pitreries philosophico-religieuses d'un Rosenberg.

Mais c'est parce qu'il avait besoin d'appuis contre les vestiges des vieilles aristocraties vermoulues et les réticences bourgeoises des catholiques politiquement timorés. D'ailleurs, le Führer rappela avec fermeté que sa doctrine n'était pas celle des gnosticismes fumeux que les néo-nazis décadents lui prêtent aujourd'hui. Lorsque se déchaîna, en 1936, le combat avec les

Eglises mené par Rosenberg, Himmler et les Groupes S.S., Hitler mit en garde, durant un congrès des Gauleiter à Munich, les dirigeants du parti :

"Le livre de M. Rosenberg, Le Mythe du XXème siècle, n'est pas une publication officielle du Parti. Au surplus, e vous affirme que l'Eglise catholique possède une force vitale qui se prolongera bien au-delà de notre vie à nous tous réunis ici".

Il n'est pas douteux que le racisme hitlérien eut quelque chose de tout à fait excessif. Mais il est permis de penser qu'Hitler lui-même, une fois au pouvoir, se mit à y croire de moins en moins. Otto Skorzeny ne fut sûrement pas indemne de « contamination » biologique slave, et nul n'ignore les origines juives de Heydrich. Si, vraiment, Hitler avait été le fanatique que l'on présente aujourd'hui, de tels personnages n'auraient jamais eu les responsabilités qui ont été les leurs. En tant que cause matérielle, la race n'entre dans l'intégrité d'un peuple qu'au titre de support de l'éclosion et de la pérennité de valeurs spirituelles. Ce qu'indique à ce sujet la philosophie de la nature (au sens aristotélo-thomiste), c'est la nécessité du respect d'une homogénéité biologique relative du peuple. L'absolutisation hitlérienne d'un tel paramètre est elle-même l'envers excessif, ainsi la conséquence, d'une propension, aujourd'hui déchaînée, des peuples décadents au métissage.

Sur la stérilisation, l'euthanasie et l'avortement sous Hitler

Un texte de Robert Faurisson:

En ce qui concerne l'euthanasie, la stérilisation des tarés et l'avortement, il nous paraît utile de faire connaître aux lecteurs le contenu d'un message privé (courriel), qui nous fut adressé, aimablement, par le Professeur Faurisson. Nous lui demandons :

« Disposez-vous d'informations particulières, ou

connaissez-vous des sources d'informations sûres, concernant les mesures criminelles qui, dit-on, auraient été prises par les autorités hitlériennes en faveur de l'euthanasie, des pratiques abortives, des pratiques de stérilisation (voire d'assassinat) des tarés ? »

Voici la réponse du professeur :

"Pendant l'été de 1939, Hitler et des personnalités médicales de premier plan ont mis à l'étude la possibilité d'assurer, dans les cas les plus graves, une « mort miséricordieuse » (Gnadentod) à des patients atteints de maladies psychiques ou physiques irréversibles. Dans une courte lettre, datée, ou postdatée, du premier jour de la guerre (1er septembre 1939), Hitler a chargé deux hommes tout à fait remarquables, Philipp Bouhler et le chirurgien Karl Gebhardt, d'organiser avec tout un ensemble de médecins « la garantie d'une mort miséricordieuse aux malades incurables » et cela au terme d'une « analyse des plus critique » de l'état de leur maladie. Dans la pratique, la procédure a été complexe et la décision de mettre un terme à la vie de ces malades n'était prise qu'après l'avis de plusieurs instances, avec possibilité, pour telle instance, de revenir sur la décision de l'autre instance qui avait préalablement cru devoir accorder cette « mort miséricordieuse ».

La mort était administrée par piqûres de morphine ou de scopolamine (luminal ?). La rumeur a fait état de gazage mais, dans les différents procès dits « de médecins nazis » ou de « médecins de la mort », on n'a jamais prouvé le moindre gazage. En revanche, la rumeur selon laquelle on tuait ainsi des malades a vite circulé dans la population allemande. L'Eglise allemande s'en est émue et, devant ses représentations publiques, l'expérience a été arrêtée vers 1941. Interné à Dachau par les Américains, P. Bouhler s'est suicidé le 19 mai 1945. Quant au professeur Karl Gebhardt, il a été

pendu par les Américains le 2 juin 1948 au terme d'un procès inique. Rien ne fouette l'imagination comme les récits de sadisme médical, d'expériences médicales, de stérilisation forcée, d'usines à copuler. Les pratiques inspirées par l'eugénisme et la stérilisation forcée ont existé dans le IIIème Reich mais, dès 1880 et encore plusieurs années après la seconde guerre mondiale, elles ont eu cours en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Norvège, en Suède et en Suisse. C'était un trait des pays les plus modernes. L'un des drames de l'Allemagne est d'avoir été en avance dans bien des domaines comme celui de la chimie, de la médecine, de la protection sociale (institution, remarquable, du Lebensborn pour les filles mères). En revanche, l'Allemagne national-socialiste n'était pas du tout en avance sur son temps en ce qui concernait l'avortement, qu'elle traitait comme un crime, l'image de la mère devant rester sacrée. Hitler a pu prendre la décision d'accorder cette « mort miséricordieuse » pour plusieurs raisons :

- la vue, pendant la première guerre mondiale,
- de blessures atroces sur le champ de bataille ;
- la « paralysie des lits d'hôpitaux » par des malades incurables à l'heure où ces hôpitaux allaient être submergés de blessés de la nouvelle guerre ;
- l'immobilisation, pendant toute leur vie active, d'hommes vigoureux et en pleine santé au service de loques humaines.

Quant aux « expériences médicales », la plus grande prudence est de rigueur. La frontière est floue entre l'admissible et l'inadmissible.

Vers 1954, à Metz, au procès du Struthof, un éminent médecin français, interrogé en qualité d'expert, a commencé à charger les professeurs Hagen et Bickenbach ; puis, devant les explications de ces éminents spécialistes sur leurs expériences, il a flanché et il est revenu

sur son premier jugement.
La salle l'a hué.

Le jugement de l'Américain Austin App.

Dans le prolongement de ces informations, un correspondant nous fit connaître le passage suivant de l'historien américain Austin App :

"L'Eglise catholique ne fut jamais plus florissante que sous le Troisième Reich. Et lorsque les évêques protestèrent contre un projet de la politique gouvernementale sur l'euthanasie, le « méchant » gouvernement nazi obéit aux évêques et abrogea sa politique. Chez nous [aux USA] la Cour suprême et le gouvernement ont-ils jusqu'à présent rectifié leur politique inhumaine et honteuse sur l'avortement, conformément à la protestation de nos évêques ? Non. Au contraire, on n'arrête pas de dire que les Eglises, catholique et protestante, n'ont pas de conseil à donner au gouvernement" [5].

L'écart entre ce que la propagande prétend et ce qu'il en fut réellement.

Quoi qu'il en soit des écarts possibles entre les exigences de la morale catholique et certaines pratiques du Troisième Reich, il est aisé de constater que ces pratiques furent en vérité très éloignées des monstruosité qu'on se plaît aujourd'hui à colporter au sujet de l'Allemagne hitlérienne.

Hitler et le christianisme.

Ces chrétiens qui soutinrent Hitler.

La grande animosité de maints nationalistes et des monarchistes français à l'égard de l'hitlérisme s'explique par l'antichristianisme virulent qu'on lui prête avec complaisance. [6]

La grande majorité des évêques allemands, avec le Zentrum catholique qui prononça sa propre dissolution, firent voter pour Hitler.

L'organe rhénan du Zentrum écrivit même :

"Il faut que les meilleures têtes du catholicisme et principalement la jeunesse ne se contentent pas d'une simple et insuffisante adaptation, mais se vouent avec passion à la tâche historique du national-socialisme" [7].

Le 20 juillet 1933, le cardinal Pacelli (futur Pie XII, alors secrétaire d'Etat de Pie XI), signait à Rome avec M. von Papen (agissant au nom du Führer) un concordat par lequel l'Eglise catholique obtenait pour la première fois, en Allemagne, un statut officiel (voir la photo de la signature du concordat).



Signature du Concordat entre l'Allemagne et le Vatican, le 20 juillet 1933 à Rome. Au centre, le cardinal Pacelli, qui deviendra plus tard le pape Pie XII. A gauche, M. von Papen.

Hitler aurait souhaité, indubitablement, un arrangement avec l'Eglise :

"Je n'hésite pas à déclarer que je vois dans les hommes qui cherchent aujourd'hui à mêler le mouvement raciste aux querelles religieuses, les pires ennemis de mon peuple que ne le peut être n'importe quel communiste internationaliste" (Mein Kampf).

"Les idées et les institutions religieuses d'un peuple doivent toujours rester inviolables pour le chef politique, sinon, qu'il cesse d'être un homme politique et qu'il devienne un réformateur s'il en a l'étoffe ! Une autre attitude, en Allemagne surtout, doit conduire à une catastrophe" (ibid.).

Si l'Eglise n'avait pas décidé, contre ses vrais intérêts, de lever sournoisement le clergé et le peuple catholique d'Allemagne contre leur chef politique naturel, ce dernier se fût accommodé des réserves et conditions morales que l'Eglise eût imposées à sa politique nationaliste et

raciale.

La responsabilité de l'Église.

Jacques Ploncard d'Assac se plaît à faire observer qu'Adolf Hitler s'est maintes fois contredit :

- contradiction entre doctrine « vœlkisch » (« *Ein Volk, ein Reich, ein Führer* »), et décision d'annexer la Bohême et d'envahir la Pologne ;

- contradiction entre l'annonce du respect du christianisme, et non-intervention (à tout le moins immobilité coupable) de Hitler face aux entreprises paganistes des rescapés de la « Thulegesellschaft » (que Hitler avait fait interdire avec toutes les loges maçonniques) ;

- anglophilie, puis conflit militaire avec l'Angleterre ;

- annonce du caractère stratégiquement suicidaire de l'ouverture de deux fronts, puis déclaration de guerre à la Russie alors qu'il était en lutte avec les démocraties occidentales, etc.

Mais ces contradictions relèvent toujours soit de l'évolution d'un Hitler devenu plus réaliste quant à ses préjugés raciaux (« aryens » ou non, les Anglais demeurent des ennemis de l'Europe, et Hitler aurait dû les attaquer beaucoup plus tôt), soit d'une politique qui lui fut imposée de l'extérieur et dont l'iniquité suscita en retour son exaspération source d'erreurs. Comment, sinon en vertu de raisons qui ne doivent vraiment pas grand-chose à la charité et à la dogmatique du catholicisme, l'Église a-t-elle pu préférer les démocraties substantiellement antichrétiennes (libérales, ploutocratiques, jacobines, hédonistes) et la figure hideuse de Staline, à la révolution réactionnaire d'un hitlérisme maladroit et mal informé ?

Hitler et le Droit.

Avec ses erreurs doctrinales relativement à la religion, la partie vraiment contestable de l'œuvre d'Hitler fut la conception du droit qu'il laissa se développer en Allemagne nationale-socialiste.

Il ne convient cependant pas de la caricaturer. Dans son discours du 30 janvier 1937, Hitler rappelle les deux conceptions du droit qu'il entend faire disparaître du corpus juridique allemand.

Hitler proche de la conception aristotélicienne et thomiste.

Tout d'abord, celle fondée sur le principe : « fiat justitia, pereat mundus ». La deuxième conception du droit à laquelle s'oppose Hitler est celle qui fait de la Science juridique l'instrument des intérêts privés des particuliers. Et ces deux conceptions, d'inspiration libérale, n'en font qu'une au fond. Pour Hitler, le droit n'est pas un absolu moral, un substitut laïc de la transcendance religieuse, auquel il faudrait tout subordonner. Il semble que ce que Hitler refuse, dans cette conception du droit, c'est l'idée qui voudrait que le droit fût fondé sur des principes moraux. Ce qui éloigne assurément Hitler des conceptions du droit issues de Grotius, de Kant ou de Pufendorf, qui partent d'une idée abstraite de l'homme et prétendent en déduire des « droits ».

La conception de Hitler peut choquer, mais elle se justifie. En effet, la politique a pour objet le bien commun, et le bien commun assume, en le dépassant, le bien particulier, qui est du domaine de la morale. Par conséquent, la politique n'a pas pour fin la morale ; cela n'est nullement machiavélien, mais aristotélicien et thomiste. Une conséquence de tout cela est la suivante :

le droit n'est pas d'abord un attribut a priori de la personne, mais il est une proportion qui se prend en s'y cherchant du côté des choses, il est « res justa » : la « chose juste » des Romains.

Hitler a logiquement rejeté les « droits de l'homme »

La notion même de « droit de l'homme » est donc une perversion de la véritable notion de droit, découlant d'une adultération des vrais rapports entre morale et politique. Telle est la raison pour laquelle, sous ce rapport, nous n'avons rien à objecter au droit national-socialiste. Hitler ne nous paraît aucunement dans l'erreur lorsqu'il déclare :

"[...] la révolution nationale-socialiste a donné au Droit, à la Science juridique et à la jurisprudence un point de départ clair et sans équivoque. C'est la tâche de la justice d'aider à conserver et à défendre le peuple contre tout élément asocial qui se soustrait à ses obligations à l'égard de la communauté ou qui porte préjudice aux intérêts de cette dernière. De cette façon, dans le droit allemand, c'est la notion de peuple qui prime la personne humaine et les biens matériels" [8].

Une formule erronée du ministre Frick.

Il reste que la justice est, dans l'ordre du monde, un absolu, en ce sens qu'elle se confond avec le bien commun universel et le bien commun politique. On ne saurait déroger aux exigences de la justice politique sans porter atteinte à l'intégrité de la cité. En cela évidemment, la formule du ministre Frick, en 1933, au Congrès des Juristes à Leipzig, nous paraît malheureuse :

« Les nationaux-socialistes disent que le droit est ce qui sert le peuple allemand ; l'injustice est ce qui lui porte préjudice ». Prise absolument, l'expression n'est pas fautive, car l'intérêt véritable des peuples et des individus est toujours la réalisation de l'ordre universel, de sorte que celui (individu ou nation) qui poursuit une juste conception de ses intérêts propres poursuit par là, nécessairement, le bien commun et ainsi la justice.

Mais parce qu'elle exprime l'individualisme d'un peuple, et à terme l'individualisme tout court, cette formule a une saveur machiavélique qui en vient à identifier le droit à la force, et qui de ce point de vue pêche par libéralisme. Contre Frick, il faut dire que si le souci du bien commun national est la loi de fonctionnement légitime de chaque peuple, alors le souci du bien commun universel doit habiter pareillement chaque nation, puisque la première propriété du bien commun est... d'être commun à tous les biens particuliers. Par conséquent, autant que faire se peut, chaque nation doit être intéressée au bien commun de ses voisines. Et cela, la formule de M. Frick ne l'exprime pas.

Légitimité de la théorie de « l'espace vital »

Point de vue philosophique

Cela dit, la théorie nationale-socialiste, si contestée, de l'espace vital, peut selon nous recevoir une acception légitime. Si la nation est de soi une réalité spirituelle, une idée s'incarnant, alors ses caractères quantitatifs (importance de la population et du territoire) sont autant d'accidents de son essence, des accidents déterminés par elle dans le processus de sa concrétisation historique. Les conditions matérielles de sa survie (géographiques et économiques) sont en même façon induites par cette essence, elles ne la précèdent pas (au moins dans l'ordre de la causalité). C'est elle qui pose les conditions de son organicité, elle ne doit pas se définir essentiellement

par ces conditions. Et si l'idéal politique, comme l'enseigne Aristote, s'apparente à l'autarcie, alors le dynamisme démographique conditionné par sa vitalité spirituelle doit, par la diplomatie ou par la guerre, trouver, voire imposer, les réquisits de son déploiement.

L'abandon de la théorie de l'espace vital tue l'humanité.

Notons que si l'usage de la force est interdit aux nations au nom d'un droit international (qui n'a de droit que le nom, puisqu'il se fonde avant tout sur des exigences morales), alors il ne reste aux nations physiquement et intellectuellement fécondes d'autres ressources que l'extension économique. Mais cette dernière, par l'interdépendance qu'elle induit mécaniquement, a tôt fait de supprimer les identités nationales ; c'est si vrai que les tenants de la paix à tout prix n'ont jamais cessé de louer les vertus pacifistes du commerce, sans s'apercevoir que l'économisation du monde tendait à supprimer l'humanité dans l'homme, comme on le voit aujourd'hui. Hitler était donc fondé à déclarer :

"[...] on ne doit considérer comme rapport sain que la situation dans laquelle l'alimentation d'un peuple est assurée par les seules ressources de son propre territoire [...] Seul un espace suffisant sur cette terre assure à un peuple la liberté de l'existence [...] Si le mouvement national-socialiste veut réellement obtenir devant l'histoire la consécration d'une grande mission en faveur de notre peuple, il doit pleinement, et douloureusement conscient de la véritable situation du peuple allemand sur cette terre [...], sans égard pour traditions et préjugés, trouver le courage de rassembler notre peuple et sa puissance, pour le lancer sur la voie qui le sortira de son étroit habitat actuel et le mènera vers de nouveaux territoires, le libérant ainsi du danger de disparaître de cette terre ou de devenir l'esclave des autres" (Mein Kampf).

Qui pourrait nier que les entités politiques, nations et empires, se soient jamais élaborées autrement ? Le droit à l'existence des peuples ne se mesure jamais qu'à son aptitude à s'imposer dans le concert des nations. Le seul tort de Hitler est d'avoir osé le dire tout haut.

Les erreurs d'Hitler et de ses collaborateurs

n'affectent pas la légitimité de la théorie de l'espace vital.

Dans l'usage de la force pour la conquête de l'espace vital, la seule règle qu'imposent la morale naturelle et la morale chrétienne est le souci, chez les conquérants, du bien commun universel, étant bien entendu que ce dernier enveloppe, par définition, les biens particuliers des nations, dont celui de la nation conquérante. C'est pourquoi la thèse suivante de Hitler (dans *Mein Kampf*) nous paraît erronée : « Le mouvement raciste n'a pas à se faire l'avocat des autres peuples, mais à combattre pour le sien » Que l'excessive dureté du principe racial ait fait commettre aux nationaux-socialistes, à l'Est, des actions blâmables qui au reste se retournèrent contre leurs auteurs (les Ukrainiens se fussent constitués en partisans d'Hitler si ce dernier n'avait manifesté à leur endroit un criminel mépris aussi injuste que politiquement maladroit), n'enlève pas à la notion d'espace vital sa légitimité. Car cette légitimité s'apparente à celle, plus classique, de la colonisation. « Le fait qu'un peuple a réussi à acquérir un territoire excessif ne confère nullement l'obligation supérieure de l'admettre pour toujours. Il démontre tout au plus la force du conquérant et la faiblesse du patient. Et c'est dans cette seule force que réside le droit » (*Mein Kampf*) : dans cette formule à l'emporte-pièce, Hitler rappelle simplement qu'il n'existe pas de droit international proprement dit. L'impérialisme national-socialiste se contentait de s'opposer à l'impérialisme slave toujours attiré par les mers chaudes, et autrement moins civilisateur que le génie de la culture germanique.

National-socialisme et économie.

Comme tous les vrais nationalismes, le national-socialisme fut antilibéral, anticommuniste et corporatiste.

L'économie existe pour le peuple, et le capital existe pour l'économie. L'économie n'a pas d'autonomie qui la contre-diviserait à l'ordre de l'Etat, elle est subordonnée à lui. On ne saurait, sans structurer préalablement, par les corporations, le champ de l'économie, faire en sorte que de la recherche des intérêts privés conflictuels pût surgir le bien commun.

Et cela pour cette simple raison que l'économie n'a pas en elle-même le principe de sa limitation qui l'ordonne à une sphère plus élevée.

Nous l'avons établi dans nos articles précédents, en évoquant Drumont, Maurras, le Maréchal Pétain, Corradini et Mussolini. Seule la corporation supprime la lutte des classes sans étatiser l'économie. Et Hitler rappelait quelque chose de très classique et de très vrai en disant :

« La communauté nationale ne vit pas de la valeur fictive de l'argent, mais de la production réelle qui seule donne à l'argent sa valeur » (Discours du 10 décembre 1940). L'excessif encadrement des chefs d'entreprise par l'Etat ne relevait que de l'économie de guerre.

.../.....

Responsable du Service de Sécurité



Héraclius

Kouros

Messages : 706

Date d'inscription : 10/03/2010

Age : 50

Localisation : Athènes

Sujet: Re: Adolf Hitler, Führer du Troisième Reich. Lun 7 Jan - 19:58

- **Conclusion.** -

L'Allemagne a toujours cherché son identité compromise par l'égoïsme des autres nations d'Europe. Avec Hitler, elle crut, passionnellement, trouver dans la race le principe de cette unité. Mais en fait elle aurait pu le trouver en autre chose.

Elle crut à la race parce qu'elle ne pouvait plus croire à la vertu des dynasties. Si paradoxal que cela puisse paraître, la doctrine de la race fut un épiphénomène, certes bruyant et envahissant, de la révolution allemande.

Rendue agonisante à cause des maladies mortelles qu'elle s'était inoculées depuis la Renaissance, la culture européenne, c'est-à-dire la civilisation, a compris en Allemagne qu'elle devait se soigner au plus vite et par les méthodes les plus pressées, ainsi peut-être les moins éclairées, si elle voulait ne fût-ce que survivre. Ce qu'il y a de contradictoire dans le racisme excessif du national-socialisme, c'est sa prétention à engendrer une spiritualité supérieure par le simple fait de la maîtrise d'un patrimoine biologique, alors que ce patrimoine n'en est que la cause matérielle. C'est aussi le fait de faire dépendre la valeur de ses idées de leur aptitude à se donner la force de s'imposer. La confiance par trop inconditionnelle d'Hitler en la vertu de force devrait inviter ses disciples non réfléchis à épouser les causes de leurs vainqueurs libéraux et marxistes. La doctrine hitlérienne, prise en sa littéralité, se contredit

théoriquement par le simple fait de son échec pratique.

Pour en revenir un instant à la race, remarquons que c'est le choc des cultures qui donne à chacune d'entre elles d'accoucher du meilleur d'elle-même (par réaction ou par incorporation). Et de tels chocs ne se font pas sans certains mélanges biologiques. Ces mélanges n'ont au fond pas d'importance, pourvu qu'ils s'accomplissent dans des proportions limitées que seule détermine la vertu de prudence. Qui peut croire que les Hellènes du Vème siècle avant Jésus-Christ étaient tous des Indo-européens de race pure ? Les Français sont un composé de Ligures, de Germains, de Latins, de Celtes, d'Ibères, de Scandinaves et de Berbères arabisés.

Et les Allemands, en particulier les Prussiens chers à Hitler, se sont assurément incorporé une part non négligeable, et tout à fait honorable, de sang slave. Tout est affaire d'idée, en somme, et de prudence.

Mais Hitler, nous l'avons déjà dit, a ramassé le pouvoir dans le ruisseau. Compte tenu de ses préjugés et des passions qui l'animaient, il a fait ce qu'il a pu, et nous lui en savons gré. Certes, sa doctrine souffrait de multiples déficiences. Mais il n'en reste pas moins que **tout était encore possible avec lui, et l'on n'en peut plus dire autant aujourd'hui.**

Quant aux anathèmes ecclésiastiques, nous rappellerons que, de même que la surnature présuppose la nature, de même le pouvoir religieux présuppose le pouvoir politique. Le défaut des ecclésiastiques est de croire que l'Eglise serait cause efficiente du politique lui-même. Ce qui est radicalement faux, en dépit de l'autorité de l'augustinisme.

Un simple exemple suffit pour comprendre :

- du fait que le pouvoir paternel est en droit ordonné au pouvoir de l'Eglise

(puisque son autorité est cause finale de tous les pouvoirs de l'ordre naturel), il ne résulte pas que le père de famille recevrait de l'Eglise son autorité sur ses enfants. C'est de la nature qu'il la reçoit, de la nature instituée par Dieu, de l'ordre et du droit naturels, donc divins. Il nous semble que jamais l'Eglise n'est habilitée à se substituer à l'ordre naturel. Il est légitime qu'en vertu de l'autorité immédiate qu'elle exerce de droit sur tous les baptisés, elle invite les sujets d'un prince indigne à ne lui plus obéir ; il relève en revanche de l'abus d'autorité qu'elle prétende se substituer au prince ou même le diriger, car c'est de lui-même qu'il doit se subordonner aux autorités ecclésiastiques. Qu'il soit du devoir d'un père d'élever ses enfants dans la religion catholique, n'implique pas qu'il serait dans le droit de l'Eglise d'élever ses enfants à la place du père naturel. La délicate répartition des tâches entre les deux glaives, tel un équilibre toujours susceptible d'être rompu, suppose une prudence et une patience réciproques extrêmes. L'hitlérisme, coupable à bien des égards du point de vue des intérêts de l'Eglise, était amendable, il requérait une sagesse pratique de la part des gens d'Eglise d'autant plus vive qu'un tel phénomène politique était incertain de lui-même, par-là avait besoin de l'Eglise pour accoucher de lui-même sans se trahir. Nous savons aujourd'hui qu'il n'en fut pas comme on eût pu l'espérer. Et la raison, la prudence et l'histoire nous apprennent que la condamnation ecclésiastique de l'autorité hitlérienne fut un désastre pour l'Eglise elle-même.

Qu'on y songe.

Si Hitler avait gagné la guerre, la puissance formidable d'une Europe débarrassée des principes de 1789 eût forcé le communisme à rendre gorge en peu d'années ; elle eût forcé l'Angleterre à se cantonner, tout en laissant aux autres nations européennes colonisatrices leur juste part dans l'entreprise de civilisation

du Tiers-monde, au domaine des mers ; elle eût progressivement forcé l'Amérique du Nord à se replier sur elle-même et, tôt ou tard, à redevenir la terre d'empire européen qu'elle n'eût jamais dû cesser d'être (parce qu'elle n'est habitée que par l'esprit de commerce, parce qu'elle est d'une absolue nullité en fait de valeurs de civilisation).

La victoire du Reich eût protégé les autres nations d'Europe en conjurant leur décadence, le racisme se fût progressivement édulcoré (car il est plus difficile de gagner la paix que la guerre : Léon Degrelle observe que le racisme d'Hitler n'aurait pas tenu dix ans devant le constat de la blondeur des magnifiques ukrainiennes) ; et pour les mêmes raisons les relations avec le Saint-Siège débarrassé lui-même de la maladie démocratique, se fussent régularisées en moins de vingt ans, lui épargnant la catastrophe de Vatican II suscitée par l'esprit judéo-protestant.

La démesure hitlérienne, coupable en tant que par trop déconnectée de la raison, était néanmoins à la hauteur de la démesure de la tâche à accomplir, tâche qu'aucune autre nation d'Europe n'eût été en mesure d'assumer.

La doctrine de José Antonio Primo de Rivera, que nous aborderons bientôt [dans un autre article non résumé ici], est probablement plus proche, à divers égards, de notre idéal politique de catholicité, que la doctrine de Hitler. Mais nul ne contestera que l'Espagne n'avait pas les moyens d'imposer au monde la révolution politique qu'Hitler se crut en mesure d'accomplir, et qu'il faillit mener à bien. Il était rationnel que la raison se fît un temps irrationnelle et que la raison latine puisât dans la déraison germanique l'énergie de sa concrétisation politique. C'est en cela qu'un nationaliste français, italien ou espagnol,

ne saurait, dédaigneusement, mettre de côté l'expérience hitlérienne. Et nous remarquons, à notre grand regret, que telle fut pourtant l'attitude du salazariste Jacques Ploncard d'Assac.

Nous le proclamons ici :

- aussi longtemps que les nationalistes européens, et plus généralement les forces de vraie droite, n'auront pas consenti à retenir du national-socialisme ce qu'il a de meilleur, leurs efforts se perdront en querelles rances.

Hitler eût pu être un nouveau Thésée.



« Au lieu d'un Reich pour mille ans, nous aurons une décadence à vue d'homme invincible [...] »

Au lieu d'un Reich pour mille ans, nous aurons une décadence à vue d'homme invincible et qui, peut-être, si Dieu n'est pas encore lassé par les iniquités innombrables de Ses créatures, mettra mille ans à se faire digérer par une humanité infiniment fatiguée.

Il n'est pas, en ce bas monde assujéti au devenir, de régime idéal indéfiniment stable. La beauté de la nature, pourtant une, se déploie selon quatre saisons, et elle ne peut être vécue sans qu'elles succèdent l'une à l'autre ; la condition humaine, pourtant une dans son principe essentiel, ne se peut réaliser que dans la scission des sexes. Et de même, l'ordre politique doit se mouvoir entre deux extrêmes sains, que nous nommerons le fascisme (moment de régénération des élites et de restructuration des traditions) et la monarchie (moment de stabilité

et d'enracinement relatifs). Un peu comme la respiration.

Ces deux extrêmes ont leurs perversions qui prétendent se soustraire à la loi selon laquelle tout a une fin :

- la démocratie (en ses versions communiste et oligarchique)

- et la théocratie (en ses versions gallicane-absolutiste et cléricale) sont ces perversions qui se voudraient des régimes éternels.

Quand les monarchies humaines en viennent à se vouloir éternelles en oubliant que toute vie terrestre est mobile, elles se refusent à reconnaître venu le moment de révolution fasciste qui les régénère, et, en conséquence, elles basculent dialectiquement dans la démocratie.

Le même destin attend les moments de régénération politique qui se refuseraient à se sublimer pour un temps en monarchies paisibles. Avec une concision admirable, José Antonio Primo de Rivera faisait naguère observer : les réactionnaires :

"avec une candeur risible,[...] conseillaient comme remède le retour pur et simple aux anciennes traditions, comme si la tradition était un « état » et non un « processus », et comme si le miracle de marcher en arrière et de retourner vers l'enfance était plus facile pour les peuples que pour les hommes" [Voy. *la Lettre des Amitiés Franco-espagnoles*, numéros 56 et 57, juin 2003, p.9).

Si le moment monarchique de la vie politique saine se durcit au point de se refuser au moment fasciste qui sporadiquement le remet en cause, alors il se voit contraint de s'appuyer sur les privilégiés, sur les classes aristocratiques embourgeoisées et capitalistes, ainsi sur les forces libérales qui

objectivement favorisent la démocratie, et c'est bien ce qui se passa par exemple en Espagne, quand le général Miguel Primo de Rivera, devenu l'ennemi des affairistes et des industriels par ses mesures étatistes et sa politique sociale, se vit abandonné par le roi Alphonse XIII. Si, en retour, le moment fasciste de la vie politique saine se refuse à se restituer à l'ordre monarchique dont il n'est que le moment de réfection, alors il dégénère de même, se faisant antireligieux, en démocratie socialisante, ce qui est le destin historique de tous les fascismes de gauche.

Ce qu'il y a d'abominable dans le mondialisme ablatif des nations et des races, ce n'est pas, « primo et per se », le mélange des sangs.

C'est la prétention orgueilleuse, qui s'y manifeste, d'unifier, dans le temps et dans le sensible, par là de n'unifier qu'en abolissant des différences naturelles qui n'ont vocation à s'unir qu'au-delà de la manifestation sensible, dans l'unité mystique de la Communion des Saints. Nous pensons qu'Hitler, malgré tous ses défauts, avait intuitivement compris tout cela, et nous osons dire que cette intuition fut d'inspiration chrétienne, authentiquement chrétienne parce que s'efforçant à assumer le meilleur du paganisme antique. Qu'il ait été besoin, pour nous le rappeler, de la dangereuse démesure hitlérienne, révèle l'avancement et l'ancienneté de notre décadence.

[1] Voy. *Discours prononcé par le Führer au Reichstag le 30 janvier 1937* (Imprimeurs-Éditeurs M. Müller & Sohn K. G., Berlin, sans date), p. 11.

[2] Voy. *La Nouvelle Revue d'Histoire*, n° 6, mai-juin 2003, p. 48.

[3] Voy. *la Nouvelle Revue d'Histoire*, mai-juin 2003, n° 6, pp. 8 à 10.

[4] Cité par Alain de Benoist, *Les idées à l'endroit*

(éd. libres Hallier, 1979), p. 150.

[5] Austin J. App, *A Straight Look at the Third Reich*, (Boniface Press, Takoma Park, Maryland 1974), p. 44.

[6] Nous parlons des raisons avouables qu'ils invoquent, car il est des raisons inavouables, tels l'animosité cocardière et le ressentiment de vaincus des uns à l'égard d'un mouvement étranger ayant mieux réussi que le leur, telle aussi la haine des élites flétries à l'égard d'une nouvelle aristocratie qui les avait balayées, telle enfin la peur des uns et des autres à l'égard de l'animadversion des vainqueurs stalino-américains.

[7] Voy. *Revue des Deux Mondes*, 1933, IV, p. 774

[8] *Discours du 30 janvier 1937*.